

## Sébastien PROTO

### Biographie

Managing Director chez Rothschild et cie Ancien Directeur de cabinet du Ministre du Budget. Chargé du projet de Nicolas Sarkozy lors de la présidentielle de 2012. Il avait déjà contribué à la rédaction du programme présidentiel du candidat Nicolas Sarkozy en 2007 avant de s'attaquer à celui de 2012. Ancien directeur de cabinet d'Eric Woerth et de Valérie Pécresse, cet inspecteur des finances surdiplômé est passé par la banque Rothschild avant de retourner à Bercy. Il a été le rapporteur du Rapport Pebereau sur l'endettement de la France et l'artisan de courageuses réformes : rgpp, retraites, non remplacement d'un fonctionnaire sur deux...

### *I - Retour d'expérience de « Bercy »*

Sébastien Proto a effectué de nombreux postes à Bercy, notamment celui de directeur de cabinet d'Eric Woerth alors ministre du Budget. Il a également été membre du cabinet de Valérie Pécresse. Qu'en retirer « à froid » ? Plusieurs éléments en réalité :

Premièrement, la réforme est possible en France, ainsi que l'ont prouvé les années de présidence de la République de Nicolas Sarkozy. Non seulement elle est souhaitable, mais elle est possible.

Cependant, la possibilité de la réforme structurelle – la seule qui compte réellement étant donné les circonstances actuelles – est subordonnée à la réunion de trois conditions qui sont autant d'exigences :

- **Un portage politique de haut niveau de la réforme**, c'est-à-dire un engagement nécessaire du président dans les réformes. La réforme des retraites n'a ainsi été possible que grâce à l'investissement de Nicolas Sarkozy. En effet, le portage présidentiel d'une réforme a comme vertus de (i) mobiliser l'administration sur un sujet et (ii) de tenir la majorité parlementaire. Ainsi entre le projet de réforme des retraites déposé sur le bureau de l'Assemblée et le texte finalement voté, il n'y a pas eu un seul euro de perdu.
- **Un dialogue social, pour autant que celui-ci ne devienne pas un obstacle** : le dialogue avec les partenaires sociaux est nécessaire mais son échec ne peut enterrer pour autant une réforme. En France, on a tendance à se bercer de la fiction d'une discussion avec les syndicats sur les sujets majeurs. Or en réalité, le pouvoir politique a des exigences et une légitimité autre : il doit pouvoir se mettre en risque avec les syndicats. Cela est d'autant plus vrai que les syndicats n'évolueront pas sur certains sujets majeurs tels que la réduction du coût du travail, la flexibilité... Par exemple, sur la difficile question du financement de la protection sociale, FO récuse la notion même de coût du travail tandis que la CGT récuse tout transfert du financement sur les ménages. On en revient à la

spécificité française qui est celle de l'origine révolutionnaire des syndicats. Le pouvoir syndical devient un obstacle notamment dans certains ministères – Bercy par exemple – où le taux de syndicalisation dépasse les 80%.

- **Une mobilisation des acteurs de la société civile** : sur ce point encore, il y a du progrès à faire. Schématiquement, le débat politique est polarisé sur un fonctionnement circulaire pouvoir politique – pouvoir médiatique – syndicats. Les positions de chaque pôle sont souvent connues et on aboutit rapidement à une caricature du débat public, ce qui n'est pas bon pour la démocratie et ne fait pas avancer les réformes. Il a ainsi fallu des années pour que le pouvoir médiatique accepte et comprenne qu'il y a en France un problème de coût du travail.

### *I. Constat de la situation économique actuelle*

D'emblée, on rappellera qu'il n'y aura sans doute pas de réformes structurelles avant 2013 et que, par suite, on a déjà perdu 6 mois.

Cela étant précisé, plusieurs points saillants de la situation économique actuelle doivent être mis en évidence :

- **les chiffres ne sont pas bons** : hausse du niveau d'endettement, hausse du déficit, hausse du taux des prélèvements obligatoires (de 44% à 46%) nous plaçant au deuxième rang de l'UE en la matière, dépense publique à 56% du PIB ;
- **les projections ne sont pas bonnes non plus** : la croissance potentielle se dégrade, la compétitivité baisse en tous ses déterminants (énergie, coût du travail, innovation), l'année 2013 s'annonce de plus en plus comme une année de récession, la projection de consommation des ménages est la plus faible depuis 1945...

**Qu'est-ce à dire ? On a besoin d'un choc de compétitivité majeur, notamment sur le temps de travail et le coût du travail :**

- dans le secteur privé : négocier des accords de compétitivité au niveau de l'entreprise, permettre à ceux qui veulent travailler plus de 35 heures de le faire ;
- dans le secteur public : il faut revoir les régimes et résoudre la situation d'urgence dans les hôpitaux. Il faut également prolonger l'effort majeur qu'a été la RGPP

Il faudrait aujourd'hui un choc de compétitivité de 30 milliards d'euros environ, ce qui avait essayé d'être engagé sous la présidence de Nicolas Sarkozy (défiscalisation des heures supplémentaires dès 2007, réforme des retraites à partir de 2008). Ce choc, qu'il prenne la forme d'une modification de la CSG ou de la TVA, doit se faire par « bloc » afin d'en maximiser les effets. Il faut éviter les bouleversements fiscaux permanents.

Toutefois, ce qui est actuellement fait va dans le sens inverse :

- hausse des effectifs publics ;

- hausse des dépenses d'assurance maladie ;
- choc fiscal.

## ***II. Prévisions et solutions***

A la fin de l'année 2013, il y aura sans doute 3,5 millions de chômeurs, ce qui serait une donnée économique et sociale à prendre en compte.

Le Gouvernement table sur une reprise de la croissance en 2014 mais rien ne permet, en l'état actuel, de soutenir une telle affirmation : les dispositions du projet de loi de finances pour 2013 ne permettent pas de créer un choc de compétitivité. Au contraire, elles aboutissent à augmenter encore les charges des entreprises.

Le problème plus fondamental est la place de la fiscalité dans la politique actuellement menée. La doctrine socialiste est doublement erronée en la matière :

- elle polarise la politique fiscale sur un débat riche contre pauvres, ce qui est caricatural ;
- elle fait de la politique fiscale l'essence même de la politique économique, ce qui est problématique.

Dans ce contexte difficile, quelle place pour les entrepreneurs dans le débat public, étant précisé que l'image des « patrons » - à l'exception de celle des patrons de PME - dans l'opinion s'est encore dégradée ?

Schématiquement, on peut distinguer deux types d'actions : (i) les *think tanks* qui élaborent des idées souvent intéressantes mais qui sont souvent thématiques et dont les publications sont irrégulières et (ii) les actions « coup de poing » (notamment les « Pigeons »).

L'essentiel, pour participer au débat public, est de :

- créer une « marque » au sein des PME et avoir, le cas échéant, un porte-parole charismatique ;
- avoir un message et un constat clairs qui puissent faire l'objet d'une présentation simple et qui puisse être répétés régulièrement ;
- voir les journalistes régulièrement et utiliser les réseaux sociaux.